

OPINION

Pendant des années, Netanyahu a soutenu le Hamas. Aujourd'hui, on en paie le prix

La politique du Premier ministre, consistant à traiter le groupe terroriste, au détriment d'Abbas et de la création d'un État palestinien, a causé des blessures incommensurables

Par TAL SCHNEIDER | 8 octobre 2023, 23:45



Des Palestiniens brandissant leur drapeau et célébrant près d'un char israélien détruit à la barrière de sécurité, à la frontière de la Bande de Gaza à l'est de Khan Younis, le 7 octobre 2023. (Crédit : Yousef Masoud/AP Photo)

Pendant des années, les différents gouvernements dirigés par Benjamin Netanyahu ont adopté une approche qui divisait le pouvoir entre la Bande de Gaza et la Cisjordanie, en mettant à genoux le proutident de l'Autorité palestinienne (AP), Mahmoud Abbas, tout en prenant des mesures qui renforçaient le groupe terroriste palestinien du Hamas.

L'idée était d'empêcher Abbas – ou tout autre membre du gouvernement de l'AP en Cisjordanie – de progresser vers la création d'un État palestinien.

Ainsi, dans le cadre de cette tentative d'affaiblir Abbas, le Hamas est passé du statut de simple groupe terroriste à celui d'organisation avec laquelle Israël menait des négociations indirectes par l'intermédiaire de l'Égypte, et qui était autorisée à recevoir des injections de fonds de l'étranger.

Le Hamas a également été inclus dans les discussions sur l'augmentation du nombre de permis de travail accordés par Israël aux travailleurs gazaouis, ce qui a permis à l'argent de continuer à circuler dans la Bande de Gaza, et donc de nourrir les familles et d'acheter des produits de première nécessité.

Les responsables israéliens ont déclaré que ces permis, qui permettent aux travailleurs gazaouis de gagner des salaires plus élevés qu'ils ne le feraient dans l'enclave, constituaient un outil puissant pour préserver le calme.

Vers la fin du cinquième mandat de Netanyahu, en 2021, environ 2 000 à 3 000 permis de travail avaient été délivrés aux habitants de Gaza. Ce nombre est passé à 5 000 et, sous le gouvernement Bennett-Lapid, il a fortement augmenté, pour atteindre 10 000.



Le Premier ministre Benjamin Netanyahu dirigeant une conférence gouvernementale au Bureau du Premier ministre, à Jérusalem, le 27 septembre 2023. (Crédit : Chaïm Goldberg/Flash90)

Depuis que Netanyahu est revenu au pouvoir en janvier 2023, le nombre a grimpé en flèche pour atteindre près de 20 000 permis de travail.

En outre, depuis 2014, les gouvernements dirigés par Netanyahu ont pratiquement fermé les yeux sur les ballons incendiaires et les tirs de roquettes en provenance de Gaza.

Pendant ce temps, Israël autorise depuis 2018 des valises contenant des millions en argent qatari à entrer à Gaza par ses points de passage, afin de maintenir son fragile cessez-le-feu avec les dirigeants du Hamas dans la Bande de Gaza.

La plupart du temps, la politique israélienne consistait à considérer l'AP comme un fardeau et le Hamas comme un atout. Le député d'extrême-droite Bezalel Smotrich, aujourd'hui ministre des Finances du gouvernement de droite et chef du parti HaTzionout HaDatit, l'avait lui-même déclaré en 2015.



Un Palestinien recevant une aide financière versée par le Qatar dans un supermarché de Gaza City, le 15 septembre 2021. (Crédit : Mahmud Hams/AFP)

Selon différentes informations, Netanyahu avait tenu des propos similaires lors d'une réunion de la faction du Likud au début de l'année 2018, lorsqu'il aurait déclaré que ceux qui s'opposent à un État palestinien devraient soutenir le transfert de fonds vers Gaza, car le maintien de la séparation entre l'AP en Cisjordanie et le Hamas à Gaza empêcherait la création d'un État palestinien.

Bien que Netanyahu ne fasse pas ce genre de déclarations publiquement ou officiellement, ses propos sont conformes à la politique qu'il a mise en œuvre.

Le même message a été répété par les commentateurs de droite, qui ont peut-être reçu des informations à ce sujet ou parlé à des hauts responsables du Likud et ont compris le message.

Soutenu par cette politique, le Hamas n'a cessé de se renforcer jusqu'à samedi, le « Pearl Harbor » d'Israël, le jour le plus sanglant de son Histoire, lorsque des terroristes ont franchi la frontière, massacré des centaines d'Israéliens et

en ont enlevé un nombre inconnu, sous des salves de milliers de roquettes tirées sur des villes du sud et du centre du pays.



Le dirigeant de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, recevant des athlètes palestiniens à Ramallah, en Cisjordanie, le 4 août 2023. (Crédit : Wissam Khalifa/PPO/AFP)

Le pays a connu des attentats et des guerres, mais jamais d'une telle ampleur en une seule matinée.

Une chose est claire : l'idée de renforcer indirectement le Hamas – tout en tolérant des attaques sporadiques et des opérations militaires mineures toutes les quelques années – est partie en fumée samedi.

Il y a quelques jours, Assaf Pozilov, journaliste à la chaîne publique israélienne Kan, a tweeté ce qui suit :

« L'organisation du Jihad islamique palestinien a entamé un exercice bruyant tout près de la frontière, au cours duquel elle s'est entraînée à lancer des missiles, à pénétrer en Israël et à kidnapper des soldats. »

La différence entre le Jihad islamique palestinien et le Hamas n'a pas beaucoup d'importance à ce stade. Pour l'État d'Israël, le territoire est sous le contrôle du Hamas, qui est responsable de tous les entraînements et de toutes les activités qui s'y déroulent.



Le corps d'une personne tuée par des terroristes du Hamas gisant dans une voiture criblée de balles dans la ville méridionale de Sderot, le 7 octobre 2023. (Crédit : Oren Ziv/AFP)

Le Hamas s'est renforcé et a utilisé les auspices de la paix tant attendue par les Israéliens comme couverture pour son entraînement, et des centaines d'Israéliens ont payé de leur vie cette omission massive.

Le terrorisme infligé à la population civile en Israël est tellement énorme que les blessures ne guériront pas avant des années, un défi aggravé par les dizaines de personnes enlevées à Gaza.

À en juger par la façon dont Netanyahu a géré Gaza au cours des 13 dernières années, il n'est pas certain qu'il y aura une politique claire à l'avenir.